Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

19 mai 2004
N°123 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

UNE VIDÉO EMPOISONNÉE

L'affaire Nicholas Berg

L'insoutenable violence de la vidéo de l'assassinat de Nicholas Berg a suscité des réactions immédiates, passionnelles et contradictoires. Pourtant, une analyse rigoureuse met en évidence la complexité réfléchie de la scénarisation et la polysémie délibérée des images. Loin d'être le témoignage brut d'une mise à mort, cette production a été conçue pour renforcer les préjugés et les antagonismes de la guerre des civilisations. Il ne s'agit pas d'un reportage, mais d'un outil élaboré de propagande.

page 2

Nous sommes tous (non-) Américains !

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde* annonce l'adaptation de la ligne éditoriale de son journal qui devient *Tous non-Américains ?*. L'atlantisme forcené n'étant plus tenable devant ses lecteurs, M. Colombani introduit une variante : Washington aurait changé et se serait éloigné de ses valeurs. Pour que tout redevienne confortable comme avant, il suffirait d'un rapprochement de Washington avec l'Europe et d'une victoire de John Kerry.

page 7

REPÈRE : 19 MAI 1848

L'invasion du Mexique par les États-Unis

En 1836, les colons mexicains de Nueces avaient obtenu leur indépendance et fondé la République du Texas. Aussi, lorsque les USA l'annexent, en 1845, le Mexique proteste et fait valoir sa souveraineté. Le conflit territorial s'envenime, attisé par le président James Polk, très lié aux intérêts agricoles qui veulent pousser plus en avant l'expansionnisme impérial états-unien. En février 1848, après deux ans de batailles qui ont vu de nombreux crimes de guerre (notamment le massacre de la ville de Cerro Azul où les habitants furent brûlés vifs dans leur église par les soldats du Général Taylor, aux cris de « *mort aux papistes, mort aux bronzés* »), les USA ont conquis le Texas, la Californie, l'Arizona et le Nouveau Mexique. Le 19 mai 1848, le Mexique vaincu ratifie le traité de Guadalupe, cédant les territoires conquis contre une compensation dérisoire de 15 millions de dollars. ■

LE SEVRAGE D'AHMED CHALABI

La Maison-Blanche, après avoir prolongé à deux reprises le financement du Congrès national irakien, qui s'élevait depuis l'été 2002 à 335 000 dollars par mois, a décidé de mettre fin à ces versements à l'occasion du transfert de souveraineté du 30 juin. Ahmed Chalabi, délinquant financier condamné en Jordanie, puis fournisseur de faux renseignements pour justifier l'invasion de l'Irak, devra dorénavant se débrouiller seul pour traire l'économie irakienne à son profit et celui de ses acolytes du Congrès national. Récemment, ses relations avec la métropole s'étaient tendues à proportion de ses difficultés avec l'envoyé spécial de Kofi Annan, Lakhdar Brahimi, qui ne paraît pas enclin à favoriser ses aventures économiques. *Go it alone*, lui dit aujourd'hui Washington. ■

Une vidéo empoisonnée

L'affaire Nicholas Berg

L'insoutenable violence de la vidéo de l'assassinat de Nicholas Berg a suscité des réactions immédiates, passionnelles et contradictoires. Pourtant, une analyse rigoureuse met en évidence la complexité réfléchie de la scénarisation et la polysémie délibérée des images. Loin d'être le témoignage brut d'une mise à mort, cette production a été conçue pour renforcer les préjugés et les antagonismes de la guerre des civilisations. Il ne s'agit pas d'un reportage, mais d'un outil élaboré de propagande.

Une séquence vidéo de l'assassinat de Nicholas Berg a été diffusée par trois grandes chaînes de télévision anglo-saxonnes, le 12 mai 2004. Le lendemain, son authenticité a été confirmée par la CIA qui a précisé avoir identifié le meurtrier en la personne d'Abou Moussab Zarkaoui.

Cependant l'interprétation d'un document suppose une analyse rigoureuse.

Origine de la vidéo

L'existence de ce document a été rapportée par le bureau de Reuters à Dubaï, le 12 mai. Il aurait été trouvé sur le site arabophone http://www.al-ansar.biz/.

Dans l'heure qui suivit, il était diffusé par Fox news, CNN et la BBC. Cependant, les chaînes arabes qui souhaitaient se le procurer ne le trouvaient pas sur le site indiqué. Toutes les versions actuellement disponibles proviennent des trois grandes chaînes anglo-saxonnes.

Le site internet de référence était hébergé par une société malaise. Devant l'afflux de connections, celui-ci l'a retiré de sorte qu'il a disparu aujourd'hui. Le nom de domaine était la propriété d'Arab Press House, une respectable société de presse basée à Londres et sans lien avec des islamistes.

Style littéraire de la vidéo

Le document, d'une durée de 5 minutes 37 secondes, est d'une trop faible définition pour permettre la lecture de détails. Il est composé de deux séquences distinctes (la présentation et l'exécution). Il a été monté pour limiter la scène de la décapitation, mais le montage son est distinct du montage image. La bande semble avoir été post-sonorisée, de sorte qu'il est impossible de savoir si la voix que l'on entend lire le communiqué est celle de l'assassin, ni si les cris sont ceux de sa victime. Cependant, la désynchronisation peut être une conséquence de la compression de la vidéo pour la diffuser sur le Web. La caméra est d'abord posée sur un pied, puis elle est portée à l'épaule pendant les deux plans du meurtre pour renforcer le stress du spectateur.

La mise en scène est à double lecture selon les publics :

- Pour les uns, Nicholas Berg s'identifie en donnant les prénoms de ses parents, frère et sœur, laissant entendre qu'il est juif. Puis des islamistes encagoulés dénoncent les États-Unis et le président pakistanais. Ils le décapitent alors pour venger « *les abus sataniques d'hommes et de femmes musulmans à la prison d'Abu Ghraib* ». La violence difficilement soutenable de la scène induit le spectateur à penser que la barbarie des meurtriers est sans commune mesure avec les abus des GI's. Les islamistes paraissent incarner le Mal.

- Pour les autres, Nicholas Berg est vêtu d'un pyjama orange identique à celui des détenus de Guantanamo et porte une barbe comme les islamistes. Il se

présente assis sur une chaise identique à celles visibles sur les photos de tortures à Abu Grahib. Des personnages encagoulés, se présentant comme des islamistes, déversent un torrent de haine. L'un d'entre eux, portant une bague en or ce qui est strictement prohibé chez les fondamentalistes, sort un couteau et l'égorge. En reproduisant le sacrifice abrahamique, mais un substituant un homme à l'agneau, il commet un sacrilège. La violence difficilement soutenable de la scène induit le spectateur à penser que les États-Unis sont prêts à n'importe quelle barbarie contre leurs propres ressortissants pour stigmatiser les musulmans.

Incohérences du document

L'accoutrement des ravisseurs évoque moins des résistants au milieu d'une guerre sanglante qu'une nécessité d'« *uniformes* » de terroristes tous identiques pour les besoins du tournage.

Deux des « *terroristes arabes* » portent leur main gauche au visage durant la séquence. C'est un geste qui n'est pas courant, même par inadvertance, dans la culture arabe où la main gauche, réservée à l'hygiène, ne doit pas être portée au visage.

La méthode employée, soit un découpage à l'aide d'un couteau-scie militaire vise à reproduire le rituel abrahamique et est inadapté à la situation. Les décapitations sont généralement effectuées d'un coup sec à l'aide d'une lame lourde et bien affûtée, qu'il s'agissent d'une hache ou d'un sabre.

Le corps de la victime ne bouge pratiquement pas lors de la décapitation, ou plutôt du découpage de sa tête. Il n'éprouve pas les convulsions qui sont habituellement observées lorsqu'on décapite un être humain ou un animal.

La quantité de sang qui s'échappe du corps et de la tête semble très faible. Cet effet est peut-être dû au montage vidéo, le *time code* laissant supposer une coupure vidéo de 9 minutes. Le sang se serait écoulé lors de la séquence supprimée.

Identification de l'assassin

La CIA n'a pas indiqué à partir de quels éléments elle avait identifié l'assassin comme étant Abou Moussab Zarkaoui. Depuis plusieurs mois, l'Agence s'efforce de présenter cet individu comme le successeur d'Oussama Ben Laden.

Abou Moussab Zarkaoui
Assassin de N. Berg, d'après la CIA.

On ne comprend pas pourquoi M. Zarkaoui, si c'est lui, cacherait son visage qui est reproduit sur des milliers de tracts proposant 10 millions de dollars de récompense pour son arrestation.

Dans des rapports précédents, la CIA avait indiqué qu'Abou Moussab Zarkaoui avait perdu une jambe lors d'un

bombardement en Afghanistan. Il a également été précisé que des points étaient tatoués sur sa main gauche. Or, l'assassin n'est ni handicapé, ni tatoué.

M. Zarkaoui est réputé avoir un accent jordanien. Ce qui n'est pas le cas de la voix que l'on entend. Mais si la vidéo est post-sonorisée, cette voix n'est pas forcément celle de l'assassin.

Identification d'Al Qaïda

La traduction de la bande son diffusée dans les médias états-uniens fait référence à Al Qaïda. Il s'agit en fait d'une erreur qui a été rectifiée depuis par le National Virtual Translation Center.

Identification de la victime

Les forces de la Coalition ont découvert avant la diffusion de la vidéo un corps décapité qu'elles ont identifié comme étant celui de Nicholas Berg. Il a été rapatrié aux Etats-Unis et inhummé.

La famille du défunt l'a reconnu sur la vidéo.

Profil de la victime

L'entreprise de la famille Berg (père et fils) figurait dans la liste des « *ennemis de l'État* » publiée sur le site pro-Bush freerepublic. Le père s'était engagé dans le mouvement anti-guerre A.N.S.W.E.R., présidé par Ramsey Clark.

Lors d'un séjour d'études dans l'Oklahoma, Nick Berg aurait prêté son adresse de messagerie avec son mot de passe à quelqu'un qu'il ne connaissait pas, qui lui-même l'aurait prêté à un proche de Zacarias Moussaoui, le Français accusé d'avoir participé à l'organisation des attentats du 11 septembre. Berg avait par la suite été interrogé par le FBI qui avait conclu à une coïncidence et donc à son innocence. Pourtant, Carol Devine-Molin (enterstageright.com) affirme qu'il avait de nouveau été interrogé bien après le 11 septembre, ainsi que lors de sa détention précédant sa disparition. Le FBI aurait dans cette hypothèse de sérieux doutes sur lui.

Nick s'était rendu en Israël auparavant, sans prendre soin de demander aux douanes israéliennes de ne pas apposer de tampon, comme le font par prudence beaucoup d'États-uniens voyageant au Moyen-Orient.

Selon le *Seattle Post-Intelligencer*, « *Berg a d'abord travaillé en Irak en décembre et janvier avant d'y retourner en mars. Il inspectait les installations de communication, dont certaines étaient détruites par la guerre ou les pillards. Lors de ces séjours en Irak, il a travaillé sur une tour d'Abou Ghraib, prison dans laquelle ont été commises des tortures.* » Il l'a fait en compagnie de Aziz Kadoory Aziz, également connu sous le nom de Aziz al-Taee, avec qui il avait lancé son entreprise de tours de communications. Or, M. Kaddory Aziz est le fondateur du Conseil irako-américain. Farouche partisan de l'invasion, il intervenait parfois sur Fox News et organisait des manifestations de soutien aux troupes avant la guerre. Il est réputé agent de la CIA.

Selon le *Guardian*, la société de Berg venait de se voir attribuer un contrat dans le cadre du consortium Iraqi Media Network (un programme de la NED/CIA). Seuls des sociétés de confiance pouvaient soumissionner aux marchés des télécommunications à Abu Ghraib et pour l'Iraqi Media Network.

Nicholas Berg a été arrêté sans papiers par le commandement de la Coalition à Mossoul, le 25 mars. Il a été incarcéré prétendument pour le temps de son identification. La famille Berg a fait appel vainement au consulat pour le faire libérer. Puis, elle a porté plainte, le 5 avril, contre les autorités US pour détention illégale, mentionnant le fait que les diplomates n'avaient plus aucun pouvoir pour intervenir sur son cas. Il a été relâché peu après, le 8 avril. Pendant cette période, il a été interrogé par trois fois par le FBI. Les autorités ont déclaré avoir tenté de le persuader de quitter le pays pour sa propre sécurité, sans pour autant l'avoir rapatrié de force.

Conclusion

L'histoire de la victime donne l'impression qu'elle a d'abord été proche d'un islamiste et des milieux anti-guerre, puis qu'elle a été retournée jusqu'à travailler avec un agent de la CIA, sans que les services états-uniens aient été certains de sa fidélité. Cette dualité ouvre la possibilité de nombreuses interprétations de l'événement.

Compte tenu de son parcours, de son montage, de sa scénarisation et de ses incohérences, on ne peut considérer cette vidéo comme un témoignage au premier degré. Au contraire, sa violence et sa mise en scène polysémique traduisent une volonté d'égarer le spectateur. Elle apparaît dès lors comme un outil de propagande de la guerre des civilisations, suscitant une lecture différente selon les groupes culturels et renforçant les antagonismes.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Nous sommes tous (non-) Américains !

Analyse

Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde*, qui s'était rendu célèbre outre-Atlantique en proclamant, au lendemain du 11 septembre, *Nous sommes tous Américains*, annonce l'adaptation de la ligne éditoriale de son journal qui devient *Tous non-Américains ?*. L'atlantisme forcené du quotidien de prédilection de la classe dirigeante française n'étant plus tenable devant ses lecteurs, M. Colombani introduit une variante : Washington aurait changé et, sous l'impulsion du tandem Bush-Rumsfeld, se serait éloigné de ses valeurs. Pour que tout redevienne confortable comme avant, il suffirait donc que Washington prenne à nouveau en compte les remarques de ses alliés européens et que Kerry remplace Bush. Cette contorsion intellectuelle permet au Monde de réaffirmer ses croyances : valeurs « américaines », « mission universelle », « incapacité du monde arabe », « guerre au terrorisme » etc. Elle se nourrit de phantasmes : existence d'un mouvement islamique que « tous les pays libres, ceux qui le sont comme ceux qui aspirent à le devenir, vont devoir combattre ensemble », « mise à disposition des moyens d'Al Qaïda au service du nationalisme arabe », etc. Elle condamne l'invasion de l'Irak pour mieux approuver la « guerre au terrorisme », et se clôt par une prière pour la victoire du sauveur Kerry, une sorte de Johnson que le journal nous présente à longueur de colonnes comme un JFK. En définitive, les arguments de M. Colombani visent à écarter toute critique historique de la politique impériale des États-Unis, qualifiée d'« anti-américanisme primaire », en stigmatisant George W. Bush.

L'ambassadeur Peter W. Galbraith poursuit son projet de yougoslavisation de l'Irak. Dans le *Guardian*, il trouve de nouveaux arguments à une fédéralisation du pays, dont le principal serait de diviser l'Irak pour mieux y régner.

Plus sincère, le politologue Pascal Boniface dresse le bilan de l'opération états-unienne en Irak dans *Libération*. Il souligne que la paix ne viendra pas d'une solution militaire, mais politique. Il ne sert à rien de vouloir renforcer les troupes US, ni d'embrigader des troupes étrangères. Il faut transférer le pouvoir aux Irakiens sous contrôle de l'ONU et non pas sous contrôle de Washington.

Les juristes David B. Rivkin Jr et Lee A. Casey assurent dans le *Wall Street Journal* que si l'on appliquait aux prisonniers de Guantanamo les protections juridiques états-uniennes, cela équivaudrait à annexer ce territoire. Le raisonnement est évidemment spécieux puisque les Etats-Unis occupent illégalement Guantanamo depuis l'expiration de leur bail, en 2003, et qu'ils y empêchent l'application du droit cubain.
Le chroniqueur militaire William M. Arkin interprète dans le *Los Angles Times* l'affaire des tortures d'Abu Ghraib au regard de son expérience d'officier de renseignement à Berlin-Ouest. Il se souvient que, pendant la Guerre froide, certains agents se comportaient comme des cow-boys et provoquaient une multitude de problèmes. Son service ne pouvait fonctionner qu'avec un tri et un encadrement. Ce qui manque aujourd'hui dans les forces US, c'est un grand coup de balai.

Noam Chomsky souligne dans *El Periodico* que le plan Bush-Sharon d'annexion de la Cisjordanie par Israël est une folie. La solution d'un État binational, qui était initialement prévue par l'ONU, est devenue impraticable. Il ne reste donc plus pour construire la paix que la solution de deux États indépendants.
Enfin, le roi Abdallah II de Jordanie plaide pour son pays dans le *Washington Post*. Il insiste sur la dissociation qu'il établit entre les conflits du Moyen-Orient et la réforme des régimes politiques de la région. Il présente donc la Jordanie comme le bon élève de la région : avancé dans les réformes libérales et patient pour la résolution des conflits.

Réseau Voltaire

Jean-Marie Colombani

Jean-Marie Colombani est président du directoire et directeur de la publication du quotidien français *Le*

« Tous non-Américains ? »

Source : Le Monde
Référence : « Tous non-Américains ? », par Jean-Marie Colombani, *Le Monde*, 15 mai 2004.

Le cauchemar vietnamien, qui avait isolé l'Amérique du reste du monde, a ressurgi avec la guerre, ou plutôt la croisade, de George W. Bush en Irak. Donald Rumsfeld avait affirmé à propos des Irakiens, « Ils veulent tous devenir Américains », nous sommes tous non-Américains serions nous tenté de lui répondre. Le secrétaire à la Défense désespère les meilleurs amis de l'Amérique.

Monde. Il a été l'un des grands artisans de la recapitalisation de ce quotidien qui a conduit à sa prise de contrôle par les principaux groupes économiques français.

Nous nous sentions tous Américains après le 11 septembre, Rumsfeld nous rendrait tous non-Américain car il est le premier agent de l'anti-américanisme. Il est parvenu à faire ce que la guerre au terrorisme était censée éviter : le regroupement de toutes les tendances jihadistes autour d'Al Qaïda et, pire encore, la mise à disposition des moyens d'Al Qaïda au service du nationalisme arabe.

Il faut prendre la mesure de la défaite politique en Irak. Les États-Unis avaient fournis trois raisons pour justifier la guerre d'Irak : les armes de destructions massives, les liens avec Al Qaïda et la nécessité de la démocratisation. Les deux premières étaient fondées sur des informations fausses, des mensonges d'État, et aujourd'hui la troisième raison vient de s'effondrer. Au moment, où les États-Unis voulaient soutenir une démocratisation du « Grand Moyen-Orient », ils ont perdu toute crédibilité. Si la lutte contre le terrorisme islamiste est une bataille des idées, alors la diffusion des photos de la prison d'Abu Ghraib est une défaite stratégique majeure pour George Bush car elles ne font que confirmer l'image que les islamistes veulent donner des États-Unis dans le monde arabe.

A l'origine de cette débâcle, il y a un mélange de pouvoir et de bonne conscience absolue et, contre cela, les États-Unis doivent se remettre à écouter les conseils de l'Europe dont ils s'étaient détournés au profit de mensonges d'États sur l'Irak et d'un discours manichéen opposant le Bien au Mal. Cette attitude a fait s'éloigner les deux rives de l'Atlantique. Pour que le rapprochement s'opère et que nous revenions à cette unité des six premiers mois de la guerre au terrorisme, il faut la victoire de John Kerry.

Peter W. Galbraith

Membre du Centre for Arms Control and Non-Proliferation de Washington, Peter W. Galbraith est ancien négociateur des accords de Dayton et il a été le premier ambassadeur des États-Unis en Croatie. Il est professeur au National War College. Il était présent dans la zone d'où est parti la rébellion kurde en 1991.

« Il y a un moyen de préserver l'Irak et de nous donner une porte de sortie »

Source : The Guardian
Référence : « There is one way to preserve Iraq - and give us a way out », par Peter W. Galbraith, *The Guardian*, 17 mai 2004.

Les nouvelles en Irak sont si mauvaises que même le président George W. Bush n'y voit plus de signes d'amélioration. Au contraire, les États-Unis et le Royaume-Uni semblent être sur le point d'accroître leur présence militaire en Irak. Il y a un an, un tel accroissement d'effectif aurait pu aider car cela aurait évité des pillages d'institutions, et donc une restauration plus rapide des services publics. Cela aurait aussi permis un transfert de souveraineté plus rapid,e mais aujourd'hui, cela ne servira plus à rien.

Quand L. Paul Bremer affirme que les Irakiens souhaitent l'unité de leur pays, on se demande bien à quels Irakiens il s'est adressé. Au Kurdistan, une pétition demandant l'organisation d'un référendum sur l'indépendance a réuni les signatures de deux tiers des adultes kurdes en âge de voter. Les chiites se définissent à plus de 60 % en fonction de leur identité religieuse avant leur identité irakienne et, s'ils se sentent aussi Irakiens, il veulent avant tout faire du pays un État islamique, ce que les sunnites pan-Arabes ne supporteront jamais,

pas plus que les Kurdes. La guerre civile en Irak est donc probable car ce pays n'est resté uni que par la force depuis plus de 80 ans.
On peut toutefois éviter la guerre par un système fédéral où le pouvoir central aurait peu d'autorité sur ses trois composantes qui développeraient leur forme de gouvernement dans leur État, sans contraindre les autres. On peut cependant envisager un rassemblement entre sunnites et chiites dans un même État arabe, mais un État sunnite séparé est préférable. Un tel système permettrait en effet un désengagement des troupes de la coalition du Nord kurde et du Sud chiite pour se concentrer sur le triangle sunnite.

Pascal Boniface

Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignants dans les Instituts d'études politiques (IEP) de Paris et de Lille.

« Rendre aux Irakiens leur souveraineté »

Source : Libération
Référence : « Rendre aux Irakiens leur souveraineté », par Pascal Boniface, *Libération*, 17 mai 2004.

Les difficultés militaires des États-Unis en Irak sont patentes, mais elles sont toutefois mineures par rapport à la dégradation de leur prestige et de leur popularité. Les photos des tortures vont sans doute avoir un impact durable sur le monde arabe. Il ne s'agit pas d'un cas isolé et ces exactions sont le propre des armées d'occupation. On imagine facilement que si des soldats irakiens avaient commis ces actes contre des troupes états-uniennes, W. Bush n'aurait pas tardé à mettre en cause le régime entier et pas des cas isolés et qu'il ne se serait pas contenté d'excuses.
L'armée américaine a d'abord été vue brièvement comme une armée de libération par les Irakiens, puis très vite comme une armée d'occupation et maintenant comme une armée de répression. Il n'y a plus que les Kurdes qui la soutienne. Ceux qui s'opposaient à la guerre car ils pensaient que cela causerait plus de troubles que cela ne résoudrait de problèmes ont vu leurs craintes se réaliser tandis que les doctes experts affirmant que l'Irak regorgeait d'armes de destruction massive et les belles âmes qui vantaient la guerre vertueuse se font plus discrets.
On est frappé par l'écart énorme entre ce que le monde entier peut voir en Irak et les déclarations des dirigeants de l'administration Bush. Certains en Irak n'hésitent pas à utiliser le chaos comme argument pour demander une intervention des Européens au côté des États-Unis. Mais ce n'est pas en envoyant plus de troupes en Irak qu'on règlera le problème. Si nous devons agir en Irak, ce sera sous l'autorité de l'ONU et à la demande d'un gouvernement irakien légitime. Sans cela, toutes les troupes envoyées seront assimilées aux troupes anglo-saxonnes et on peut même se demander si cela ne sera pas le cas de toutes troupes étrangères quel que soit l'autorité sous laquelle elles se trouvent. La seule façon de régler le problème, c'est de réaliser un transfert de pouvoir réel aux Irakiens sous contrôle de l'ONU, pas des États-Unis.

David B. Rivkin, Lee A. Casey

David Rivkin est avocat au cabinet Baker & Hostetler à Washington. Il a été membre du département de la Justice sous les administrations Reagan et Bush père.

Lee Casey est avocat au cabinet Baker & Hostetler à Washington. Il a été membre du département de la Justice sous les administrations Reagan et Bush père.

« Les conditions du bail »

Source : Wall Street Journal
Référence : « The Limits of a Leasehold », par David B. Rivkin Jr. et Lee A. Casey, *Wall Street Journal*, 15 mai 2004.

« *Juin 2004 : les États-Unis annexent une partie de Cuba* ». Voilà quelle pourrait être la conséquence logique d'une décision de la Cour suprême si elle estimait que les détenus de Guantanamo pouvaient faire appel de leur détention devant une cour fédérale.
La loi états-unienne s'applique aux États-Unis et elle ne s'étend pas aux territoires étrangers. Or, le traité de 1903 avec Cuba donne aux États-Unis le contrôle de Guantanamo, mais Cuba en conserve la souveraineté. Cela signifie que ce territoire ne pourrait pas être annexé par les États-Unis ou devenir indépendant. Le droit est une part essentielle de la souveraineté et les détenus non-États-uniens de Guantanamo ne peuvent pas bénéficier du droit américain. Cette question a déjà été tranchée en des termes analogues par la Cour suprême en 1950 lorsqu'elle s'est déclarée incompétente pour juger le sort des prisonniers détenus dans la zone occupée par les États-Unis. Une extension du droit états-unien dans ce secteur aurait été un acte de souveraineté et donc une annexion territoriale en violation de la Charte de l'ONU. Cela ne veut pas dire que les détenus n'ont pas de droits, mais il s'agit de ceux prévus par le droit international, pas le droit américain.

William M. Arkin

Ancien membre des services de renseignement de l'armée états-unienne ayant été trois ans en poste à Berlin Ouest durant la Guerre froide, William M. Arkin est analyste en questions militaires, rédacteur du site *The U.S. Military Online*. Il est chroniqueur du *Los Angeles Times*.

« La constitution d'un gang »

Source : Los Angeles Times
Référence : « The Making of a Mob », par William M. Arkin, *Los Angeles Times*, 16 mai 2004.

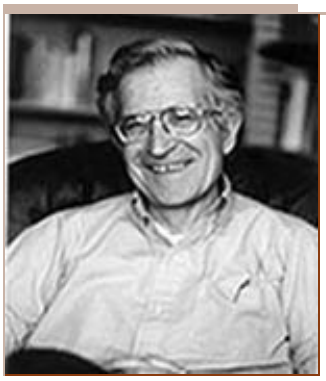
Le 20 septembre dernier, des tirs de mortiers rebelles contre la prison d'Abu Ghraib tuaient deux militaires d'une division impliquée dans les abus contre les prisonniers. Les deux hommes David T. Friedrich et Lunford B. Brown n'étaient pas eux-mêmes suspects, a priori, de mauvais traitements contre les prisonniers. Leur mission était le renseignement, ce qui suppose un entraînement spécial, mais ils n'avaient pas été formés pour ça, c'était juste des soldats moyens.
Quand, il y a 30 ans, j'ai rejoins le renseignement militaire, la plupart d'entre nous étaient comme Friedrich et Brown au départ. Toutefois, certains parmi nous étaient des cow-boys, se prenant pour James Bond, avec un goût du secret et du pouvoir. Durant les trois ans que j'ai passé à Berlin Ouest pendant la

Guerre froide, ce sont eux qui ont mis en péril des opérations, qui brisaient les règles ou même se rapprochaient des services de renseignement soviétique ou d'Europe de l'Est. Ce qui permettait de les tenir était un bon entraînement, des règles claires et une hiérarchie stricte. Ces règles sont encore plus vitales en Irak, mais ni Friedrich, ni Brown, ni les autres n'ont bénéficié d'une telle formation.

Pourtant, leur unité était chargée des interrogatoires, et ce dans un contexte où il devient de plus en plus urgent de bénéficier de renseignements exploitables et où même la prison subit des attaques. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que ce qui est arrivé par la suite advienne. Le CICR estime que ces pratiques sont concertées et répandues en Irak, mais ce n'est pas incompatible.

Aujourd'hui, pour restaurer le prestige de l'armée, il faut donner un grand coup de balai.

Noam Chomsky



Noam Chomsky est professeur de linguistique à l'université du Massachusetts. Intellectuel engagé, il a pris depuis longtemps position contre l'impérialisme états-unien.

« Comment se retirer de Palestine »

Source : El Periodico

Référence : « Como retirarse de Palestina », par Noam Chomsky, *El Periodico*, 17 mai 2004.

La poursuite du conflit israélo-palestinien est une des principales raisons du chaos au Proche-Orient et la seule façon de sortir de l'impasse à court terme est la création de deux États séparés par une frontière suivant plus ou moins la ligne verte avec quelques ajustements mineurs. Actuellement, le plan israélien et la barrière en Cisjordanie entraînent des modifications territoriales qui n'ont rien de mineures. Seul l'accord de Genève semble aller dans la voie d'une séparation juste, mais les États-Unis ne le défendent pas.

Au contraire, le plan Bush-Sharon de séparation est en fait un plan d'annexion et d'expansion car pendant qu'Israël se prépare à évacuer Gaza, elle dépense des dizaines de millions de dollars pour renforcer sa présence en Cisjordanie. Cette politique est en contradiction de la « feuille de route » qui exige les arrêts de toutes les activités de colonisation. Il ne faut se réjouir du retrait de Gaza que si la politique israélienne en Cisjordanie change car actuellement nous nous orientons vers la création de bantoustans palestiniens dans un Israël pratiquant l'apartheid comme l'a dénoncé Meron Benvenisti.

Aujourd'hui, en Cisjordanie, les habitations israéliennes et palestiniennes sont imbriquées les unes dans les autres ce qui rend une séparation difficile mais, en novembre, les dirigeants du Shin Bet affirmaient qu'une simple mesure d'incitation économique permettrait de faire évacuer 85 à 95 % des colonies cisjordaniennes. L'accord de Genève se fonde sur une approche similaire et sur la croyance dans le fait que le démantèlement des colonies est réalisable.

Sur le plus long terme, on pourrait également rêver d'une fédération binationale plutôt que deux États, mais si cette possibilité était accessible entre 1967 et 1973, la guerre de 1973 et les oppositions états-uniennes à

tout ce qui allait dans ce sens la rende extrêmement difficile. Ce qu'il faut avant tout, c'est trouver un accord juste qui tienne compte du droit au retour des Palestiniens. Il semble que contrairement à leur gouvernement, les populations israélienne et nord-américaine soient favorables à la création de deux États.

Abdallah II de Jordanie

Abdallah II de Jordanie est roi de Jordanie.

« Le Moyen-Orient est en train de changer »

Source : Washington Post
Référence : « The Middle East Is Changing », par Abdallah II de Jordanie, *Washington Post*, 17 mai 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Les images de tortures en Irak auront un effet à long terme, d'autant qu'elles n'ont pas encore été toutes publiées. Toutefois, les États-Unis peuvent limiter les dégâts si la loi s'applique contre les coupables. En Irak, certains essayent de provoquer une violence sectaire pour créer un État instable où ils pourront s'établir. Aujourd'hui, une dissolution de l'Irak est possible et la communauté internationale commence à s'en apercevoir.

L'Iran a une influence en Irak, mais cela n'est pas inéluctable. Il faut intégrer davantage les sunnites dans la reconstruction du pays et il faut juste extraire les mauvais ba'asistes et réintégrer les autres. Si les États-Unis échouent en Irak, il pourrait y avoir une guerre civile et une déstabilisation supplémentaire de toute la région, déjà instable à cause du conflit israélo-palestinien. Ce conflit nourrit également l'antiaméricanisme car les États-Unis sont vus comme trop favorable à Israël. Pourtant, lors de ma dernière visite à Washington, j'ai été rassuré sur l'engagement de Washington en faveur de la « feuille de route » et la création de deux États. Dans cette finalité, le retrait de Gaza par Israël peut être quelque chose de positif et les Palestiniens ne doivent pas laisser passer cette opportunité. Il serait bon qu'Ahmed Qoreï prenne plus de pouvoir dans l'Autorité palestinienne et qu'Israël renonce à son projet de barrière. Celui-ci ne peut mener qu'à la fin de la démocratie, de l'État juif ou à l'instauration d'un apartheid puisque 1,4 millions d'Arabes seraient intégrés dans les nouvelles frontières israéliennes.

Au prochain sommet arabe, nous espérons adopter une position commune sur la réforme dans le monde arabe. La Jordanie a sur ce point une position claire : elle ne veut pas prendre les difficultés régionales comme prétextes pour repousser la réforme. C'est à cause de cela, et de sa lutte acharnée contre cette organisation, que la Jordanie est visée par Al Qaïda.